



**ARRÊTÉ D'ACCORD MODIFICATIF DE PERMIS DE CONSTRUIRE AVEC
PRESCRIPTION**

Délivré par le maire au nom de la commune
N° 2024U-325

Dossier n° : PC 031547 24 U0015M01	Demandeur principal :
Déposé le : 20/09/2024	SCI C MAT REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR MARCHE THIERRY
Complété le : 08/11/2024	9 AVENUE PIERRE SEMARD
<u>Nature des travaux</u> : MODIFICATION DE FAÇADES : OUVERTURES ET BARDAGE, CRÉATION D'UN AUVENT ET D'UN MUR DE CLÔTURE	31600 SEYSSES
Adresse des travaux : 9 AVENUE PIERRE SEMARD 31600 SEYSSES	
Références cadastrales: 000AO0020, 000AO0131	
Surface de plancher créée avant modification : 596 m ²	
Surface de plancher créée après modification : 596 m ²	

Le Maire de SEYSSES,

Vu la demande de PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF présentée le 20/09/2024 par la SCI C MAT représentée par Monsieur MARCHE Thierry demeurant 9 avenue pierre SEMARD 31600 SEYSSES et enregistrée par la mairie de SEYSSES sous le numéro PC 031547 24 U0015M01 en vue de la modification des façades 'ouvertures et bardage', de la création d'un auvent et d'un mur de clôture ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/02/2010, modifié le 24/11/2011, révisé le 24/05/2012 et le 26/02/2020, modifié le 15/02/2022 et modifié en dernière date le 09/02/2023 ;

Vu le plan de prévention des risques naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne, approuvé le 22/12/2008 ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31/12/1992, relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23/07/2013 modifiant l'arrêté du 30/05/1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04/12/2020, relatif au classement sonore des infrastructures de transports terrestres de la Haute Garonne ;

Vu l'arrêté municipal du 23/05/2024 accordant le Permis de Construire initial n° PC 031547 24 U0015 à la SCI C MAT représentée par Monsieur MARCHE Thierry pour un projet de construction d'une extension et d'une ombrière ;

Vu l'arrêté municipal du 23/05/2024 accordant le Permis de Construire rectificatif n° PC 031547 24 U0015 à la SCI C MAT représentée par Monsieur MARCHE Thierry en vu de modifier la nature des travaux suite à une erreur matériel comme suit 'Construction d'une extension d'un entrepôt avec panneaux photovoltaïques en toiture et construction d'une ombrière photovoltaïque' ;

Vu les pièces annexées au dossier de demande ;

Vu les pièces complémentaires reçues en mairie le 08/11/2024 ;

Considérant l'article '2.1. Aspect extérieur des constructions et des clôtures' du 'Chapitre 2 : Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères' des Dispositions communes à l'ensemble des zones, qui dispose notamment dans son point 'c. Clôtures' que les murs pleins de clôtures doivent être traités sur leurs deux faces ;

Considérant que le projet ne mentionne pas que le mur de clôture sera enduit sur ses deux faces ;

ARRÊTE

Article 1

Le PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF est ACCORDÉ pour les travaux décrits dans la demande présentée, sous réserve du respect de la prescription indiquées ci-après.

Les prescriptions contenues dans le permis d'origine, non modifiées par la présente autorisation, sont maintenues et devront être respectées.

Article 2

Le projet devra respecter la prescription d'urbanisme suivante:

- Le mur de clôture sera enduit sur ses deux faces.

Date d'affichage : - de l'avis de dépôt : 26/09/2024	Seysses, le 28 novembre 2024
Certifié exécutoire, Reçu en Sous-préfecture : Le : 05/12/2024	Le Maire, Jérôme BOUTELOUP,
Affiché le 05/12/2024 jusqu'au 05/02/2025	

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues aux article L 2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

RAPPELS RÉGLEMENTAIRES :

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux (le tribunal peut être saisi par la voie de l'application informatique 'Télérecours citoyens' accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis : Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est pérémé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification mentionnée à l'article R. 424-10 où de la date à laquelle la décision tacite est intervenue. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Les dispositions du présent article sont applicables à la décision de non opposition à une déclaration préalable lorsque cette déclaration porte sur une opération comportant des travaux. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention. Le permis de construire, d'aménager ou de démolir ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a en aucun cas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droits privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Le bénéficiaire a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

Achèvement des travaux de construction ou d'aménagement : A l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement, vous devez adresser en Mairie une déclaration attestant cet achèvement et la conformité des travaux au permis délivré ou à la déclaration préalable (art L 462.1 du Code de l'Urbanisme). Lorsque les travaux ne sont pas conformes au permis délivré ou à la déclaration préalable, l'autorité compétente peut mettre en demeure le maître de l'ouvrage de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité (art L 462-2 du Code de l'Urbanisme). Cette mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. Elle peut être envoyée par courrier électronique dans les cas prévus à l'article R 423.48. Elle rappelle les sanctions encourues (art R 462.9 dernier alinéa).